



ÉTABLISSEMENT PUBLIC DU MUSÉE DU LOUVRE

**DÉPARTEMENT DES SCULPTURES
DU MOYEN AGE, DE LA RENAISSANCE ET DES TEMPS MODERNES
75058 Paris Cedex 01**

MARCHÉ PUBLIC DE SERVICES

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)

Marché n°2025-003M

PRESTATIONS DE RESTAURATION DE LA PORTE DU PALAIS STANGA

Marché public de services sociaux et autres services spécifiques passé selon une procédure adaptée ouverte en application des articles R.2123-1 et R.2123-4 du code de la commande publique.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES	4
1.1 OBJET DU MARCHÉ	4
1.2 FORME DU MARCHÉ.....	4
1.3 DECOMPOSITION DU MARCHÉ	4
1.4 VARIANTES OU PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLE (PSE)	4
1.5 MODE DE PASSATION DU MARCHÉ	5
1.6 DUREE – DELAIS – CALENDRIER PREVISIONNEL	6
1.6.1 Durée	5
1.6.2 Délais d'exécution	5
1.7 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR ET DU TITULAIRE DU MARCHÉ	5
1.8 SOUS-TRAITANCE	6
1.9 RESPONSABILITE SOCIETALE DES ORGANISATIONS (RSO)	6
1.10 DONNEES PERSONNELLES	9
1.11 MODIFICATION DU CONTRAT	8
ARTICLE 2 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	8
ARTICLE 3 – INTERVENANTS.....	10
3.1 QUALIFICATION DES INTERVENANTS	10
3.2 MODIFICATION CONCERNANT LES INTERVENANTS	10
3-2-1. Garantie de continuité des prestations	10
3-2-2. Comportement des intervenants.....	10
ARTICLE 4 – DESCRIPTION ET CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	11
4.1 CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	11
4-1-1. Note préliminaire.....	11
4-1-2. Equipements et consommables pour la réalisation des prestations.....	11
4.2 DESCRIPTION DES PRESTATIONS.....	12
4.2.1 Nettoyage.....	12
4.2.2. Complements et retouches d'harmonisation.....	12
4.3 DOCUMENTATION A FOURNIR	13
4.4 REUNIONS	13
4.5 OBLIGATION DE CONSEIL.....	14
4.6 OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE	14
4.7 ACTIONS DE COMMUNICATION.....	14
4.8 CONTRAINTES D'ACCES AU SITE	16
4.9 PLAN DE PREVENTION.....	16
ARTICLE 5 – RESPONSABILITÉS, ASSURANCES ET GARANTIES	17
5.1 RESPONSABILITES ET ASSURANCES	17
5.2 GARANTIE.....	18
ARTICLE 6 – MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX.....	18
6.1 NATURE DES PRIX.....	18
6.2 CONTENU ET VARIATION DES PRIX	19
ARTICLE 7 – MODE DE RÈGLEMENT	20
7.1 MODALITES DE REGLEMENT	20
7.2 MODALITES DE PAIEMENT	20
7.3 ADRESSE D'ENVOI DES DEMANDES DE PAIEMENT.....	21
7.4 DELAIS DE PAIEMENT - INTERETS MORATOIRES.....	21
7.5 T.V.A.	22
7.6 PAIEMENT DES COTRAITANTS.....	22
7.7 PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS.....	22
7.8 AVANCE	22
ARTICLE 8 - CESSION OU NANTISSEMENT	23

ARTICLE 9 – OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION, D’ADMISSION ET DE CONTRÔLE.....	23
ARTICLE 10 – CONSTAT DE DÉGRADATION	24
10.1 PROCEDURE DE CONSTAT DE DEGRADATION.....	24
10.2 REPARATION	25
ARTICLE 11– PÉNALITÉS	25
11.1 PENALITES DE RETARD.....	25
11.2 PENALITES POUR ABSENCE AUX SEANCES DE REUNION	25
ARTICLE 12 - RÉSILIATION – LITIGES	25
12.1 RESILIATION DU MARCHE	25
12.2 LANGUE, LITIGES ET COMPETENCE DES TRIBUNAUX	26
ARTICLE 13 - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	26

ARTICLE 1 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet les prestations de restauration de la porte du Palais Stanga de Crémone.

Identification de l'œuvre : Porte du Palais Stanga

Auteur : attribué à Pietro da Rho

Date d'exécution : 1480 -1508 (Pietro da Rho actif à Crémone)

Lieu d'exécution : Lombardie

Provenance : Crémone

Matériaux : Marbre de Candoglia / Pierre d'Istrie / Serpentine foncée / Pierre de Vicence

Dimensions en cm :

Hauteur 703 cm

Largeur 548 cm

Profondeur 75 cm

Numéro d'inventaire : RF 204

Lieu de conservation : Musée du Louvre, Secteur Denon, Galerie Michel-Ange, RDC, salle 403

L'ensemble des éléments relatifs aux détails de l'œuvre, avec historique ainsi que les études sur l'état de la sculpture, est contenu dans les annexes du CCP.

Les prestations seront exécutées au musée du Louvre, galerie Michel-Ange, Secteur Denon,

Le titulaire devra réaliser et coordonner l'ensemble des prestations décrites dans le présent CCP, et ce conformément aux éléments remis dans son offre.

Le prestataire prendra en charge l'équipement et le matériel spécifiques nécessaires au traitement, ainsi que les manipulations elles-mêmes.

Il est précisé que l'échafaudage nécessaire à la réalisation des prestations sera mis à disposition du titulaire par le Musée du Louvre.

1.2 Forme du marché

Le présent marché est traité à prix global et forfaitaire.

1.3 Décomposition du marché

Le présent marché n'est pas alloté car il constitue un ensemble cohérent qui ne comporte pas de prestations qui pourraient être définies comme distinctes.

Le présent marché ne fait pas l'objet d'un fractionnement en tranches au sens de l'article R. 2113-4 du Code de la commande publique.

1.4 Variantes ou prestations supplémentaires éventuelle (PSE)

Les variantes à l'initiative des candidats ne sont pas autorisées.

Le présent marché ne comporte pas de variantes à l'initiative du pouvoir adjudicateur (ou solutions alternatives).

Le marché ne comporte pas de prestation supplémentaire éventuelle (PSE).

1.5 Mode de passation du marché

Le présent marché est passé selon une **procédure adaptée ouverte** en application des articles R.2123-1 et R.2123-4 du code de la commande publique.

1.6 Durée – Délais – Calendrier prévisionnel

1.6.1 Durée

Conformément aux articles R. 2182-4 et R. 2182-5 du Code de la commande publique, les dispositions du présent marché prennent effet à compter de sa date de notification.

Le marché est conclu pour la durée nécessaire à l'exécution complète des prestations et jusqu'à l'admission par le pouvoir adjudicateur du rapport d'intervention final.

Le marché est exécuté conformément au calendrier prévisionnel suivant :

Une réunion de lancement sera organisée au musée du Louvre au démarrage des prestations afin de confirmer le calendrier d'exécution définitif de réalisation des prestations et de coordonner les actions de médiation et de communication. Le calendrier d'exécution fera figurer l'ensemble des journées de travail.

1.6.2 Délais d'exécution

Le délai prévisionnel de réalisation des prestations est de **3 mois à compter du début d'exécution des prestations. La date prévisionnelle de début des prestations est septembre 2025.**

Le titulaire du marché devra proposer un planning du déroulement de la restauration en n'excédant pas les trois (3) mois. Il devra s'engager sur le respect de ce planning. Le calendrier définitif d'exécution pourra être légèrement modifié par le pouvoir adjudicateur.

C'est le calendrier prévisionnel d'exécution (planning remis dans l'offre du titulaire) puis, une fois notifié par ordre de service, le calendrier détaillé d'exécution qui permettra la détermination des éventuels retards du titulaire dans l'exécution des prestations du marché et l'application des pénalités prévues au CCP. Au cours des prestations, l'EPML se réserve la possibilité de modifier le calendrier détaillé d'exécution, en concertation avec le titulaire du marché. Le calendrier définitif modifié est alors notifié par ordre de service au titulaire. Le titulaire du marché s'engage au respect des délais prévus dans le cadre du planning d'exécution puis du calendrier définitif. En cas de dépassement des délais du fait du musée du Louvre en cours d'exécution, le représentant du pouvoir adjudicateur transmettra par ordre de service une nouvelle date limite à laquelle les prestations devront être terminées.

Notification prévisionnelle du marché : avril 2025

1.7 Identification du pouvoir adjudicateur et du titulaire du marché

Les prestations, objet du présent marché, sont exécutées pour l'Établissement Public du Musée du Louvre (ci-après « l'EPML », « le Musée du Louvre, ou « le pouvoir adjudicateur »).

La conduite du marché est assurée par le département des Sculptures du Moyen Âge, de la Renaissance et des Temps modernes du Musée du Louvre.

Le suivi des interventions sera assuré par Monsieur Marc Bormand, conservateur général au département des Sculptures du Moyen Âge, de la Renaissance et des Temps modernes avec l'assistance et le suivi technique et scientifique des conservateurs et des restaurateurs de la filière sculpture du département de la Restauration du C2RMF.

Les prestations sont fournies et réalisées par l'opérateur économique titulaire des marchés, dont les caractéristiques (siège social, coordonnées...) sont indiquées à l'acte d'engagement (ci-après « le titulaire de chacun des marchés », « l'entreprise » ou « le prestataire »).

Le titulaire du marché s'engage à désigner, dès son offre, le nom, les coordonnées professionnelles et les références de la personne chargée de conduire et de diriger l'exécution de l'ensemble des prestations en son nom. Il sera adressé à ce référent toutes les communications sur la procédure.

Conformément à l'article 3.4.2 du CCAG-FCS, le titulaire du marché est tenu de notifier immédiatement à la personne représentant le pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution des marchés, et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement,
- et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement des marchés.

Il est expressément entendu que les personnels du titulaire demeurent, à tous les égards, les salariés de ce dernier. A ce titre, le titulaire du marché exerce le contrôle du travail de son personnel et assure l'ensemble des obligations qui lui incombent en sa qualité d'employeur.

1.8 Sous-traitance

La sous-traitance s'exerce selon les conditions stipulées aux articles R.2193-10 à R.2193-16 du Code de la commande publique. Le titulaire du marché peut sous-traiter l'exécution de certaines prestations faisant l'objet du marché à condition d'avoir obtenu préalablement du représentant du pouvoir adjudicateur l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement, conformément au modèle d'acte spécial de sous-traitance (formulaire disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr>), que le titulaire du marché doit remettre à la personne représentant le pouvoir adjudicateur contre récépissé ou à envoyer par lettre recommandée avec avis de réception.

D'une manière générale, les justifications concernant le(s) sous-traitant(s) sont identiques à celles exigées des candidats par l'acheteur public dans l'avis d'appel public à la concurrence relatif au marché initial, y compris, si l'EPML le demande, les capacités techniques, professionnelles et financières ainsi qu'une présentation des références représentatives de la prestation, objet des marchés.

L'absence de l'une de ces pièces et/ou la non-conformité des documents remis par le titulaire du marché fait obstacle à l'acceptation des sous-traitants par la personne représentant le pouvoir adjudicateur. Le titulaire du marché est également tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels au pouvoir adjudicateur, lorsque celui-ci en fait la demande. En cas de non-respect de cette obligation dans le délai prévu à l'article 3.6.3 du CCAG-FCS, il s'expose aux pénalités prévues audit article du CCAG-FCS.

Le titulaire du marché demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du présent marché.

En cas de non-respect de ces dispositions, le titulaire du marché s'expose aux sanctions prévues à l'article 41 du CCAG-FCS.

1.9 Responsabilité sociétale des organisations (RSO)

Considérant,

- ✓ l'objectif fixé par la Stratégie Nationale de Transition Ecologique vers un Développement Durable (SNTED) 2015 – 2020,
- ✓ la Loi de Transition Energétique pour une croissance verte,
- ✓ le Plan Ministériel d'Administration Exemplaire (PAE) 2015 – 2020 du Ministère de la Culture et de la Communication en matière de gestion administrative écoresponsable, et

- ✓ la déclinaison de sa politique de Responsabilité Sociétale des Organisations(RSO),
- ✓ le souhait du musée du Louvre de promouvoir un développement durable et responsable de ses activités et d'appliquer ces mêmes principes auprès de l'ensemble de ses prestataires, titulaires de marchés.

L'attention du titulaire est en conséquence attirée sur :

- ✓ le nécessaire respect des obligations environnementales et prescriptions du code de l'environnement français et notamment celles relatives à la gestion des déchets (traitement, valorisation...),
- ✓ l'importance de limiter les rejets et d'utiliser des technologies sûres, respectueuses de l'environnement et économes en énergies,
- ✓ l'attachement du musée du Louvre aux moyens et politiques qui favorisent le développement durable dans les prestations réalisées à son intention ainsi que dans les processus globaux,
- ✓ le rôle essentiel d'une prise en considération de sa responsabilité sociétale par le biais d'actions d'un impact positif sur le territoire et les populations (économie sociale et solidaire, développement local...) et par la gestion responsable et durable de ses ressources humaines (promotion du handicap, de la diversité, du bien-être au travail...).

Plus particulièrement, le musée du Louvre a signé une Charte développement durable des établissements publics et entreprises publiques et s'inscrit dans une démarche de progrès.

Le titulaire doit respecter cette démarche et apporter au Louvre sur toute la durée du marché, des propositions dans le but d'améliorer les résultats obtenus en termes de confort pour les occupants et de respect de l'environnement.

Il doit sélectionner en priorité des fournisseurs et des fabricants ayant pris des engagements vis-à-vis du développement durable et privilégier :

- Les produits recyclables
- Les produits possédant l'Ecolabel européen et/ou certifiés NF environnement
- Les fournisseurs certifiés ISO 14001

Le titulaire tient une liste de ces fournisseurs à jour sur laquelle figurent les engagements et la tient à la disposition de l'EPML.

Le titulaire doit respecter le décret n°2005-829 relatif au recyclage des déchets d'équipements électriques et électroniques et à la réduction de certaines substances dangereuses dans ces mêmes équipements.

Il prend à sa charge l'ensemble des dépenses liées à l'élimination des déchets électriques et électroniques et assure la totale traçabilité des opérations.

En ce qui concerne les déchets relatifs à l'amiante, le candidat devra respecter les normes en vigueur de transmettre les bordereaux de suivi des déchets d'amiante.

1.10 Données personnelles

Les données à caractère personnel qui sont demandées au titulaire sont nécessaires pour assurer l'exécution du présent marché. Elles sont destinées au Musée du Louvre, 75058 Paris CEDEX 01, responsable du traitement et pourront être communiquées, pour ces mêmes finalités, aux personnes habilitées à en connaître au sein du Musée du Louvre, ainsi qu'à nos prestataires et partenaire. Ces données ne font l'objet d'aucun flux transfrontière.

Elles sont conservées pendant une durée de trois ans suivant la fin du contrat.

Le titulaire bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, d'un droit à la portabilité des informations qui vous concernent ainsi que d'un droit à la limitation des traitements que le titulaire peut exercer en adressant un courriel à donneespersonnelles@louvre.fr ou en adressant un courrier au Musée du Louvre à l'adresse 75058 Paris CEDEX 01, en précisant ses coordonnées et en justifiant de son identité par tout moyen.

Le titulaire a également le droit, le cas échéant, d'introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 PARIS CEDEX 07, autorité de contrôle en charge du respect des obligations en matière de données à caractère personnel.

Le délégué à la protection des données (DPO) de l'EPML est le cabinet d'avocats Alain Bensoussan Selas, 58 boulevard Gouvion-Saint-Cyr, 75017 Paris.

1.11 Modification du contrat

Le cas échéant, le marché pourra être modifié par avenant signé des deux parties dans les conditions prévues notamment par les articles L. 2194-1 et L. 2194-2 et R. 2194-1 à R. 2194-9 du code de la commande publique.

ARTICLE 2 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les documents contractuels qui régissent le présent marché sont, par ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) et ses annexes :
 - o Annexe 1 : Note historique sur la sculpture
 - o Annexe 2 : Rapport des travaux de déplacement du monument exécutés de décembre 1993 à 1994 (Hugues de Bazelaire)
 - o Annexe 3 : Rapport d'étude pour évaluer les méthodes d'élimination de la patine artificielle et des dépôts sur le porche du palais Stanga de Crémone R.F. 204 (Hubert Boursier, Marie Payre, 2014)
 - o Annexe 4 : Etude complémentaire en vue de la restauration du porche du Palais Stanga provenant de Crémone, présenté dans la Galerie Michel-Ange. RF 204 (Hubert Boursier, 2016-2017)
 - o Annexe 5 : Campagne de tests complémentaires au laser Nd- YAG Combo sur la porte du palais Stanga, musée du Louvre (Jennifer Vatelot, 2022)
 - o Annexe 6 : Rapport d'étude n°54372 (*document uniquement consultable au C2RMF (site de Paris) sur rendez-vous auprès de Mme Valérie Chanut-Humbert (valerie.chanut-humbert@culture.gouv.fr) ou de Mme Marianne Segaud (marianne.segaud@culture.gouv.fr)*)
 - o Annexe 7 : Rapport d'étude. Etude de la polychromie avant restauration n°27948 (*document uniquement consultable au C2RMF (site de Paris) sur rendez-vous auprès de Mme Valérie Chanut-Humbert (valerie.chanut-humbert@culture.gouv.fr) ou de Mme Marianne Segaud (marianne.segaud@culture.gouv.fr)*)

- Annexe 8 : Fiche technique de l'échafaudage fourni par le prestataire du musée du Louvre, Top Elévation
- Le calendrier prévisionnel des prestations visé à l'article 1.6.1 du présent CCP, substitué par le calendrier détaillé d'exécution visé à l'article 1.6.2 du présent CCP ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS*), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, et publié au JORF n°0078 du 1^{er} avril 2021, sauf dérogations énumérées au titre du dernier article du présent document ;
- La décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F) - La DPGF n'a de valeur contractuelle que pour les prix d'unité qu'elle contient, la répartition des paiements en cas de groupement, et le cas échéant, l'estimation/le règlement des éventuelles prestations modificatives. Les quantités qu'elle contient ne sont qu'indicatives, le marché étant à titre forfaitaire. Il appartient au titulaire de mettre en œuvre toutes les quantités nécessaires à la réalisation complète des prestations forfaitaires décrites au CCP et réalisées dans les conditions de prix et d'organisation fixées par l'ensemble des pièces contractuelles ;
- L'ensemble des textes législatifs et réglementaires qui s'applique au présent marché* ;
- L'offre technique du titulaire dans la mesure où celle-ci n'est pas contradictoire avec les dispositions prévues dans les autres documents contractuels ;

Seuls les originaux de ces documents conservés dans les archives du Pouvoir Adjudicateur font foi. En cas de contradiction ou de différence entre pièces constitutives, cet ordre servira à déterminer la clause qui s'impose aux parties. En cas de contradiction au sein d'un même document, la volonté des parties sera recherchée.

Le titulaire du marché ne pourra se prévaloir d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous les textes administratifs nationaux ou locaux et, d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du marché.

Sur demande expresse du titulaire conformément à l'article 4.2 du CCAG-FCS, il lui sera remis une copie de l'original du marché certifiée conforme et portant la mention « copie certifiée conforme à l'original » délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance, conformément à l'article R2191-46 du code de la commande publique. Conformément à l'article R2191-54 du code de la commande publique¹, la cession ou le nantissement de créance consenti sur la base du marché par un établissement de crédit doit être notifié au comptable public assignataire des paiements.

Les textes applicables sont ceux en vigueur à la date de signature du marché.

(* Documents non-joints mais réputés connus du titulaire.)

¹ Article R2191-54 : « Le bénéficiaire d'une cession ou d'un nantissement de créance au titre d'un marché notifie ou signifie cette cession ou ce nantissement au comptable public assignataire. »

ARTICLE 3 – INTERVENANTS

Les personnels du titulaire et de ses sous-traitants déclarés et acceptés par la personne publique, sont soumis aux dispositions suivantes. Le non-respect de ces mesures peut entraîner la résiliation du marché.

3.1 Qualification des intervenants

Le titulaire s'engage à exécuter le présent marché avec une équipe qualifiée et employée par lui ou par ses sous-traitants.

La composition de l'équipe du titulaire est fixée nominativement dans l'offre du titulaire. La liste de l'équipe comporte le nom, la fonction, le numéro de téléphone et de télécopie, l'adresse courriel de chaque interlocuteur. Tous les membres de l'équipe intervenant sur l'œuvre seront titulaires des qualifications obligatoires concernant une œuvre faisant partie des collections des musées de France conformément aux dispositions des articles R.452-10 à 12 du Code du patrimoine.

3.2 Modification concernant les intervenants

3-2-1. Garantie de continuité des prestations

Les prestations se déroulent conformément au présent cahier des clauses particulières et aux documents contractuels.

Le titulaire est responsable de la bonne exécution des prestations ainsi que des personnels qu'il a désignés. Ceux-ci doivent assurer personnellement et intégralement la réalisation des prestations.

Conformément à l'article 3.4.1 du CCAG-FCS, le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'EPML, pour les besoins de l'exécution du marché. **En outre, la bonne exécution du marché suppose que le titulaire désigne un interlocuteur unique en charge du suivi des prestations du présent marché pendant toute la durée de celui-ci.**

Si pour une raison indépendante de leur volonté, un ou des personnels désignés dans la proposition du titulaire sont dans l'impossibilité d'assurer eux-mêmes la réalisation des prestations, le titulaire en avise immédiatement le pouvoir adjudicateur. Le titulaire prend alors toutes dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve ni compromise ni altérée.

Dans tous les cas, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de récuser un remplaçant proposé par le titulaire et de lui demander la présentation d'un nouvel intervenant dans les délais qu'il définit.

3-2-2. Comportement des intervenants

Les intervenants doivent observer les règles de tenue et de comportement propres à l'environnement de l'établissement,

En particulier, les règles suivantes doivent être respectées :

- Interdiction de fumer et de manger dans tous les locaux de l'établissement sans exception ;
- Interdiction d'introduire et de consommer des boissons alcoolisées dans les locaux ou d'y pénétrer en état d'ivresse ;
- Interdiction de tenir des réunions, en dehors de celles à tenir dans le cadre du présent marché, dans l'enceinte des bâtiments de l'établissement ;
- Interdiction d'introduire des marchandises destinées à la vente ;
- Interdiction de solliciter ou de recevoir de quiconque un pourboire quelconque ;
- Interdiction d'introduire des personnes étrangères à l'opération de restauration.

Par ailleurs, l'équipe chargée de l'exécution des prestations doit :

- porter en permanence et de façon ostensible le badge « Louvre » ;
- être en mesure de produire les documents nécessaires en cas de contrôle de l'inspection du travail sur le chantier.

ARTICLE 4 – DESCRIPTION ET CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

4.1 Conditions d'exécution des prestations

4-1-1. Note préliminaire

Les travaux de restauration décrits dans le présent CCP seront réalisés avec le souci constant de conserver, le plus possible, les ouvrages anciens et de limiter les interventions au strict nécessaire en vue de leur préserver un maximum d'authenticité et d'en assurer la meilleure conservation possible.

Les prestations seront réalisées conformément aux règles de l'art de la profession, telles qu'elles sont habituellement pratiquées en France, lors des interventions effectuées pour les Musées nationaux.

Toutes les interventions en restauration seront donc conçues suivant ce principe, et dans le respect des normes et du code de déontologie visées par la Fédération Française des Conservateurs-Restaurateurs (<https://ffcr.fr/textes-de-references>).

Toutes les prestations se feront en accord avec le département des Sculptures du Moyen Âge, de la Renaissance et des Temps modernes. Le titulaire avisera immédiatement la personne en charge de la conduite du marché de toutes les modifications ou imprévus qui interviendraient dans l'exécution des prestations. Il proposera des solutions techniques ou organisationnelles afin d'assurer l'exécution des prestations. Ces propositions devront être expressément acceptées par le département des Sculptures du Moyen Âge, de la Renaissance et des Temps modernes.

4-1-2. Equipements et consommables pour la réalisation des prestations

Le titulaire doit prendre en charge tout l'équipement et le matériel spécifiques nécessaires à la réalisation des prestations.

Le titulaire soumettra à l'agrément du département des Sculptures du Moyen Âge, de la Renaissance et des Temps modernes les caractéristiques précises des fournitures (types de produits et marques) qu'il propose d'approvisionner pour toutes les interventions liées à la restauration. Celles-ci seront notamment détaillées dans le mémoire technique remis par le titulaire au moment de l'offre.

Le département des Sculptures du Moyen Âge, de la Renaissance et des Temps modernes se réserve, en outre, le droit de procéder inopinément à des prélèvements de produits qu'il fera analyser par un laboratoire compétent. Si ces analyses révélaient une anomalie, le titulaire devra se conformer aux instructions du Musée.

En outre, toutes les protections nécessaires et réglementaires pour l'emploi par les restaurateurs de solvants ou de produits toxiques, tels que gants en caoutchouc, masques respiratoires avec filtres appropriés et tous autres matériels ou équipements adaptés seront dus par le titulaire et leurs coûts inclus dans ses prix.

L'œuvre sera restaurée sur place, galerie Michel-Ange.

Le titulaire du présent marché aura à sa disposition : un échafaudage clos permettant d'accéder aux différentes parties de l'œuvre.

Le musée du Louvre pourra procéder à la documentation photographique et/ou filmée de l'intervention par des prises de vue, en accord avec le Titulaire et le conservateur responsable de l'œuvre.

4-1-3. Protections

Le titulaire devra assurer la protection de toutes les surfaces qui pourraient être tâchées, attaquées ou détériorées au cours des prestations (revêtements de sols, marches, appareillages divers, etc.).

Les protections mises en place devront être efficaces pour assurer la protection contre les chocs, et étanches contre les infiltrations d'eau, d'air et de poussière. Elles devront être complètement réversibles et facilement démontables.

Tous les ouvrages détériorés, c'est-à-dire qui n'auraient pas repris leur aspect d'origine après nettoyage, seront remplacés à la charge du titulaire.

En fin de restauration, le titulaire devra procéder à la dépose et l'enlèvement de toutes les protections provisoires qui auront été mises en place, à leur évacuation aux décharges publiques ainsi qu'aux remises en état éventuellement nécessaires.

4.2 Description des prestations

Le traitement proposé comprend des mesures de conservation-restauration visant à améliorer l'apparence et la visibilité de l'œuvre. L'objectif principal est de retrouver la lisibilité des volumes et des surfaces en éliminant les différents revêtements exogènes qui nuisent à la bonne appréhension visuelle de l'œuvre.

La porte est composée majoritairement de marbre de Candoglia, puis façon plus restreinte de pierre d'Istrie, de serpentine et de pierre de Vicence.

4.2.1 Nettoyage

L'œuvre présente un aspect très sombre, due à une patine brune. La partie principale de la restauration a pour objectif de retrouver la lisibilité des volumes et des surfaces. Pour ce faire, l'objectif est de retrouver la couleur du marbre et des autres matériaux composant l'œuvre (pierre d'Istrie, serpentine). Le porche présente en effet une problématique très particulière à sa surface : une mise en couleur intentionnelle de couleur brun foncé très nuancée, appliquée au XIXe siècle, est présente sur la quasi-totalité de la surface des matériaux pierreux. Cette patine présente une épaisseur (25 à 45 microns) et une opacité variables ; d'une extrême dureté, elle est très peu soluble et très adhérente aux marbres. Elle est composée de carbonate de calcium, d'oxydes et de quelques grains de silice. Cette couche brune est localement recouverte d'une autre application constituée d'une matrice organique renfermant une terre et du zinc diffus. Sont également à signaler des impressions successives de cire et de paraffine, des croûtes résiduelles de sulfocalcin (croûtes noires) et des dépôts de calcites. Plus de 50% de la surface du porche est recouvert d'oxalates de calcium. Avec l'érosion et la porosité différentielle du matériau, ces oxalates ont migré au-delà de l'épiderme du marbre.

En 2014 et 2016-2017, une étude en vue de sa restauration est conduite par Hubert Boursier. Fournissant une cartographie du monument, elle préconise un mode de restauration au laser. Cette étude est complétée en 2022 par une étude de Jennifer Vatelot.

Parallèlement, une nouvelle étude est menée par le service restauration matériaux pierreux du C2RMF (Hélène Susini, Azzurra Palazzo), en collaboration avec le département Recherche. Cette recherche a consisté en de nombreux essais avec des formulations chimiques différentes, et a abouti à la définition d'un procédé de restauration chimique efficace : l'application de compresses de pulpe de papier et sépiolithe (rapport 1 pour 3), enrichies d'une solution complexante à 10% d'EDTA avec un Ph ajusté à 10 (tamponnage avec Naoh) agit très efficacement non seulement sur l'encrassement, les cires et paraffines, mais aussi sur le retrait de la patine brune (oxalates de calcium). Cette élimination est par endroit partielle, mais la répétition des poses devrait permettre un nettoyage optimal. Aussi, il sera préférable de répéter ces applications plutôt qu'augmenter encore leur durée ou bien la concentration de l'EDTA. C'est ce procédé décrit dans l'étude Susini Palazzo 2023 qui est recommandé pour la restauration de la porte Stanga.

Ce procédé devra être complété par un rinçage à l'eau déminéralisée par vapeur d'eau. Il est possible que des difficultés surviennent en cours de chantier pour le traitement de certaines zones sur lesquelles l'efficacité des chélatants est moins bonne. Dans ce cas, l'usage du laser (voir les études en annexe) pourra être envisagé en complément.

La méthode décrite ci-dessus est à privilégier. Toutefois, il est laissé à l'appréciation du candidat de proposer une méthode d'intervention associant dans d'autres proportions traitement chimique et laser. En revanche, le microsablage est exclu.

4.2.2. Complements et retouches d'harmonisation

L'ensemble de la structure a fait l'objet d'une intervention sur les joints au moment de son remontage en 1993-1994 : ceux-ci ont été refaits à base de chaux hydraulique et de sable, et mis en couleur au moyen de pigments.

Ceux-ci devront être repris par un resurfaçage et de petits comblements ponctuels.

La surface de la porte pourra également bénéficier de comblements ponctuels, en particulier dans les zones ayant fait l'objet de reprises lors du remontage.

Les retouches d'harmonisation concernant quant à elles :

- les joints : la totalité des joints devront être retouchés de manière à s'harmoniser avec la couleur de l'œuvre nettoyée ;
- le marbre : le nettoyage pourrait révéler des états de surface disparates (rayures importantes, taches...) ; une phase de retouches ponctuelles est donc à envisager pour harmoniser ces états de surface.

Les prestations attendues sont les suivantes :

1. Etude de la documentation, dont le rapport de déplacement du monument en 1993-1994, les études préalables réalisées en 2014, 2016-17, 2022, 2023 et les rapports d'analyses
2. Tests supplémentaires de nettoyage, si nécessaire
3. Le nettoyage de la pierre d'origine selon une méthode chimique comme indiqué ci-dessus, est à privilégier avec si nécessaire des compléments au laser. Une méthode d'intervention associant dans d'autres proportions traitement chimique et laser peut être recevable.
4. Rinçage à l'eau selon la méthode comme indiquée ci-dessus
5. Reprise des bouchages et des joints sur l'ensemble du portail et compléments formels éventuels
6. Retouches
7. Rendu d'un rapport détaillé d'intervention, comportant des préconisations d'entretien et de conservation

4.3 Documentation à fournir

Après l'exécution de ses travaux, et dans les délais d'exécution définis à l'article 1.6.2 du présent CCP, le titulaire remettra en deux exemplaires papier, ainsi qu'un exemplaire électronique (plus un exemplaire papier et électronique pour le C2RMF), un dossier d'intervention comprenant les documents suivants :

- Tout élément d'information nouveau concernant l'histoire de l'œuvre apparu au cours de cette intervention devra être consigné dans le rapport.
- Rapport d'intervention synthétisant la démarche, ses choix et explicitant les travaux réalisés. Couverture photographique des interventions et des opérations les plus représentatives de ses travaux avec toutes les photographies de détail nécessaires à la bonne compréhension des interventions menées. Ces photographies en couleur devront rendre compte des ouvrages et des interventions du restaurateur avant, pendant et à l'issue des travaux de restauration.
- Fichiers natifs (.jpeg) des photographies reproduites dans le rapport.
- Documents graphiques sur papier comprenant tous les dessins, schémas et plans nécessaires comprenant cotes et échelle de dimension.
- Notes techniques des différents produits ou composants utilisés lors de la restauration.
- Notices et conseils d'entretien relatifs aux ouvrages exécutés compte tenu de leur positionnement dans le parcours de visite.

4.4 Réunions

Une réunion de démarrage aura lieu à compter de la notification du marché (une date sera choisie en accord avec le titulaire après notification). En cas de groupement, le mandataire devra être présent et sera invité à convier l'ensemble des membres de son groupement.

Cinq réunions techniques et/ou scientifiques seront organisées par le département des Sculptures du Moyen Âge, de la Renaissance et des Temps modernes et les représentants de la filière Sculpture au C2RMF avec le titulaire du présent marché (les dates seront choisies d'un commun accord entre le titulaire et la personne responsable du marché de l'EPML).

Des réunions de suivi hebdomadaires, d'environ une heure, seront organisées par le département des Sculptures du Moyen Âge, de la Renaissance et des Temps modernes.

La personne responsable de la conduite du marché élabore à l'issue de chaque réunion un compte-rendu qu'elle transmettra par mail aux personnes alors présentes ; ce compte-rendu devra être validé par le Louvre avant toute diffusion à l'ensemble des personnes concernées.

Une réunion de fin de chantier aura lieu au terme de la restauration.

Entre trois et cinq séances de prises de vues ou filmage d'une demi-journée maximum chacune, sollicitant la participation des restaurateurs pourront être organisées.

4.5 Obligation de conseil

Le titulaire et ses collaborateurs sont tenus à une obligation de conseil sur tous les aspects des prestations objet du présent marché. Cette obligation est entendue de la manière la plus large. Le titulaire est notamment tenu d'attirer l'attention de l'EPML sur toutes les difficultés ou questions ressortissant à sa spécialité quand bien même elles ne feraient pas l'objet d'une stipulation particulière du marché.

4.6 Obligation de confidentialité

Compte tenu du contexte particulier du Musée du Louvre et notamment de l'aspect sensible des problèmes de sécurité et de sûreté, le titulaire et son personnel sont tenus à une obligation de confidentialité à l'égard de toute personne pour tout ce qui a trait aux renseignements qu'ils pourraient recueillir au cours de leur mission et notamment à l'égard des médias.

Le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du présent marché, a reçu du Musée du Louvre communication, à titre confidentiel, de renseignements, documents ou objets quelconques, est tenu de maintenir la confidentialité attachée à cette communication.

Il ne doit divulguer aucune information qui résulte de l'exécution du marché ou pourrait parvenir à sa connaissance à l'occasion de celui-ci.

Le titulaire doit sans délai avertir la personne en charge de la conduite du marché de toute violation de l'obligation de confidentialité par l'un des membres de son personnel.

La responsabilité du titulaire peut être recherchée en cas de manquement aux consignes de la part de son personnel en matière de contrôle d'entrées ou de sorties des personnes, ainsi qu'en matière de contrôle de sorties de documents de toute nature, objets, matériels ou marchandises par ces mêmes personnes. Elle peut également être recherchée en cas de dissimulation, d'appréhension, de détournement ou de dissipation de toute information.

Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire le Musée du Louvre à résilier le marché aux torts du prestataire et à ses frais et risque, sans préjudice des réparations éventuelles demandées par le Musée du Louvre au prestataire, au titre de l'article 1384 du Code Civil.

4.7 Actions de communication

PHOTOGRAPHIES ET PRISES DE VUES DU PERSONNEL DU TITULAIRE

Le titulaire déclare être informé et accepter que le musée (ou ses partenaires) peut être amené, dans le cadre de ses missions scientifiques et culturelles assurant la mise en valeur des prestations de restauration et des savoir-faire nécessaires pour la conduite des opérations de restauration, à réaliser ou faire réaliser toute prise de vue (image et/ou son) sur le lieu d'exécution des prestations et à les exploiter dans les conditions visées ci-après.

Le titulaire s'engage à en informer ses employés et sous-traitants et à avoir obtenu, préalablement à toute visite sur le lieu d'exécution des prestations, de ses employés et/ou des sous-traitants toutes les autorisations nécessaires à la réalisation et à l'utilisation des prises de vues et/ou de sons par le musée (ou ses partenaires) et à transmettre au musée, sur simple demande de ce dernier, ces autorisations.

Lesdites autorisations devront porter sur toute représentation, y compris l'image et la voix, des personnels et/ou sous-traitants du titulaire et permettre toute utilisation (droits de reproduction et représentation, en ce compris droits d'adaptation) des prises de vues et/ou de sons par le musée et/ou par ses ayants droit directs ou indirects, pour le monde entier, pour toute la durée du présent marché et dix (10) années après son terme ou sa résiliation, quelle qu'en soit la cause, aux fins des exploitations suivantes, que celles-ci donnent lieu, directement ou indirectement, au paiement d'un prix ou non :

- a. mise en ligne sur le réseau Intranet, Internet et/ou sur les réseaux sociaux ;
- b. exploitation dans le cadre des outils d'information, de communication et de promotion des savoir-faire du chantier de restauration, notamment : lettre d'information numérique grand public, lettre d'information et point d'information aux donateurs, expositions, rapports d'activité, supports de signalétique, etc. et lors d'événements publics, cartons d'invitation ;
- c. communication à la presse (sur tous types de support : presse écrite, radio, tv, web), française et étrangère, pour tout communiqué de presse ou dossiers de presse thématiques ou événementiels (par ex. : métiers concourant aux prestations de restauration, programmation dans le cadre des Journées européennes du patrimoine, etc.) et relatifs à l'état d'avancement des prestations ;
- d. le cas échéant, communication aux donateurs et mécènes du musée. Cette utilisation sera utilisée notamment à des fins d'information sur l'avancée des prestations et dans le cadre de la communication relative aux différentes opérations de mécénat ;
- e. insertion/incorporation au sein d'œuvres audiovisuelles et/ou multimédia, des outils de médiation, mis à disposition du public sur des dispositifs accessibles au public grâce à des applications téléchargeables sur tout type de terminaux mobiles (audioguides, disques durs, supports USB, smartphones, lecteur mpg3, tablettes numériques, e-books, jeux vidéo, etc.) et sur tout type de terminaux fixes (télévision hertzienne, télévision numérique, tablette numérique, bornes multimédia, etc.) ou distribué sur tout type de supports ;
- f. insertion/incorporation dans les bases de données documentaires et muséographiques ;
- g. projection et diffusion dans le cadre de conférences, séminaires, cours ou ateliers ;
- h. exploitation d'ouvrages imprimés ou numériques (dont notamment publications scientifiques, artistiques, catalogues d'exposition), destinés ou non à la vente ;
- i. merchandising, aux fins notamment de fabriquer, distribuer, vendre ou louer, éditer, commercialiser sous toute forme, ou utiliser - y compris pour toute destination publicitaire ou promotionnelle - des produits ou des objets diffusés dans le commerce qui incorporent dans leur substance, leur forme, leur décoration, leur conditionnement et/ou leur présentation, par quelque procédé que ce soit, tout ou partie des prises de vues et/ou de sons.

Le titulaire garantit le maître d'ouvrage contre son fait personnel et contre toute revendication ou éviction quelconque (notamment violation de droits de la personnalité, diffamation, injure) afférente aux prises de vues et/ou de sons qui serait opposée à, ou intentée contre le musée par un tiers, ayant pour fondement et/ou origine la réalisation et/ou l'utilisation des prises de vues et/ou de sons. A ce titre, le titulaire s'engage notamment à garantir et rembourser le musée de l'intégralité de toute indemnisation que le musée serait condamné à verser ainsi que les frais d'avocats auxquels le musée devrait avoir recours pour organiser sa défense à ce titre.

PRISES DE VUE OU TOURNAGES SUR LE LIEU D'EXECUTION PAR LE TITULAIRE

Aucune prise de vues et/ou de sons n'est autorisée dans le cadre ou à l'occasion de l'exécution du marché, spécialement sur le lieu d'exécution des prestations, sans l'autorisation préalable écrite du musée.

Le titulaire doit informer ses employés et sous-traitants de l'interdiction de toute prise de vues et/ou de sons dans le cadre ou à l'occasion de l'exécution du marché et veiller à ce qu'ils respectent strictement cette interdiction.

Il est toutefois précisé que le titulaire de chacun des marchés ne peut organiser aucune action de communication, à l'égard de clients, de journalistes de presse écrite généraliste ou professionnelle, de

radios ou télévisions, publicité spécialisée ou grand public sur ses réalisations au Musée du Louvre, sans accord préalable du Musée du Louvre. Le titulaire de chacun des marchés doit saisir l'Etablissement Public du Musée du Louvre par écrit quatre (4) semaines au moins avant toute action de communication. L'EPML se réserve la possibilité d'accepter, de différer, de modifier ou de refuser l'action de communication souhaitée pour des raisons de sécurité ou de confidentialité qu'il est seul à même d'évaluer.

En cas d'autorisation délivrée par le musée, le titulaire s'engage à n'utiliser les prises de vues et/ou de sons de ses employés et/ou sous-traitants qu'à des fins d'archivage, de référencement et/ou de promotion de son activité et ce, à l'exclusion de toute exploitation commerciale et sous réserve d'obtenir, à ses frais et risques, les droits et autorisations (notamment droits d'auteur, droits à l'image ou à la voix des personnes ou à l'image des biens) nécessaires auxdites exploitations.

En cas d'autorisation délivrée par le musée, le titulaire fournira, sur simple demande du musée, une copie des prises de vues et/ou sons de ses employés et/ou sous-traitants, selon un format convenu d'un commun d'accord. La remise dudit support emportera de plein droit, et sans qu'il soit besoin d'une autorisation spécifique complémentaire, autorisation pour le musée d'exploiter les prises de vues et/ou de sons dans les mêmes termes et conditions (notamment de supports, d'exploitations, de territoires, de durée et de garanties) que ceux stipulés ci-dessus au titre de l'exploitation de l'image et de la voix des personnels et sous-traitants du titulaire.

4.8 Contraintes d'accès au site

La restauration aura lieu au musée du Louvre ; galerie Michel-Ange - Palais du Louvre 75001 Paris.

Sous réserve des contraintes particulières*, le prestataire pourra venir travailler pendant les plages horaires suivantes : lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi : 9h00-18h00, les jours ouvrables.

Le titulaire devra fournir une liste nominative de ses intervenants. Chaque intervenant se fera établir un badge nominatif Louvre valable jusqu'à la fin de la réalisation des prestations.

L'acheminement et le retrait des matériels seront effectués depuis l'aire de livraison du musée, située avenue du Général Lemonnier, par la voie de desserte intérieure (V.D.I.), dans les conditions de circulation prévues dans ces espaces.

Chaque intervenant devra fournir une copie des justificatifs d'identité ainsi qu'une copie de l'extrait n°3 du casier judiciaire des intervenants concernés. Le titulaire est tenu à une obligation de discrétion vis-à-vis des procédures de contrôle des accès.

En vertu de l'article 777 du Code de procédure pénale (CPP), ce bulletin n° 3 doit être réclamé par la personne qu'il concerne, et ne peut, en aucun cas, être délivré à un tiers.

En pratique, l'intéressé doit adresser sa demande à l'adresse suivante :

CASIER JUDICIAIRE NATIONAL
107 rue du Landreau
44317 NANTES CEDEX 3

Il peut également adresser sa demande en ligne à l'adresse internet suivante :

<https://www.cjn.justice.gouv.fr/cjn/b3/eje20>

4.9 Plan de prévention

En application du décret n°92-158 du 20 février 1992, complétant le code du travail et fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure, les opérations nécessitent la réalisation d'un plan de prévention entre l'EPML et le titulaire du marché. Une date de visite d'inspection commune, préalable au début du chantier, sera convenue dans les deux semaines suivant la date de notification du marché. Lors de cette visite devront être présents les représentants de l'EPML et le titulaire du marché, afin d'analyser les risques encourus sur ce chantier de restauration et décider des mesures de prévention à prendre, en rédigeant un plan de prévention.

A cette occasion, le titulaire du marché devra fournir l'ensemble des documents suivants : la liste du personnel ; la copie de toutes les habilitations et notamment habilitations électriques, habilitation d'utilisation d'un échafaudage ; la liste des équipements et matériels utilisés et leurs certificats de conformité éventuels ; les coordonnées du médecin du travail ; la liste des produits chimiques (par exemple les solvants ou les produits de nettoyage) utilisés et leurs fiches de données de sécurité correspondantes.

A l'issue de la visite, le représentant de l'EPML et le titulaire du marché conserveront chacun un (1) exemplaire de ce document, et il sera considéré comme étant en application dès son élaboration, même s'il demeure provisoire.

En effet, ce plan sera considéré provisoire le temps d'être soumis à l'avis d'experts de l'EPML. Si des modifications sont nécessaires, elles seront intégrées par le biais d'un additif au plan de prévention, et elles devront être appliquées immédiatement par le titulaire du marché. La version définitive de ce plan de prévention et son additif éventuel, une fois signés par le président-directeur de l'EPML, seront envoyées en lettre recommandée avec accusé de réception au titulaire du marché.

ARTICLE 5 – RESPONSABILITÉS, ASSURANCES ET GARANTIES

5.1 Responsabilités et assurances

Conformément à l'article 9 du CCAG-FCS, le titulaire du marché doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de 15 (quinze) jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de 15 (quinze) jours à compter de la réception de la demande.

Le titulaire du marché demeure seul responsable, sans recours possible auprès de la personne publique :

- de tous dommages, dégâts, incendie ou autres causés par sa négligence, manquements dans l'exécution des marchés ou toute autre cause pouvant lui être imputée.
- envers ses employés et les tiers, y compris le personnel de l'établissement public du musée du Louvre, de tous les accidents qui pourraient se produire dans l'accomplissement des prestations objet des présents marchés.
- pour des vols :
 - Commis par son personnel,
 - Commis avec la complicité de son personnel,
 - Par négligence, manquement ou omission à ses obligations professionnelles.

La responsabilité du titulaire s'étend sur tout ce qui relève des prestations fournies dans le cadre du présent marché.

Au stade de l'attribution provisoire, chaque membre du groupement attributaire provisoire devra en conséquence fournir une copie de la police d'assurance par lui contractée, au titre de sa responsabilité civile professionnelle, auprès d'une compagnie d'assurances bénéficiant de l'agrément de l'État, et couvrant les conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber du fait ou à l'occasion

des prestations qu'il est chargé de réaliser conformément aux termes du marché, à raison des dommages de toute nature survenant pendant l'exécution dudit marché.

Ce contrat devra préciser :

- le nom de la compagnie,
- les risques couverts, étant précisé que devront nécessairement être couverts les dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs, ainsi que les dommages aux biens confiés, en lien avec les prestations objet des présents marchés,
- les qualifications professionnelles et activités assurées,
- les conditions de garanties,
- les montants des garanties,
- la date d'expiration des garanties,
- le numéro de la police.

En cas d'existence d'une franchise dans le contrat souscrit par le titulaire du marché, celui-ci est réputé la prendre intégralement à sa charge.

5.2 Garantie

Les prestations font l'objet d'une garantie d'un an. Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission (selon les modalités décrites à l'article 9 du présent CCP).

Au titre de cette garantie, le titulaire :

- s'oblige à remettre en état à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse exception faite du cas où la défectuosité serait imputable au pouvoir adjudicateur
- est reconnu responsable des dommages causés aux biens et aux personnes en raison d'un manquement ou d'une défectuosité de tout ou partie de la prestation, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable au pouvoir adjudicateur

Cette garantie couvre également les frais de déplacement de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état que cette dernière ait lieu dans les salles du Musée (ou du C2RMF) ou dans les locaux du prestataire.

Pendant le délai de garantie, en cas de dégâts ou préjudices liés à des manquements dans l'exécution de ses prestations, le titulaire du marché procède aux réparations qui lui sont imputables après notification d'un ordre de service fixant les délais et modalités de réparations.

Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire du marché n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

ARTICLE 6 – MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX

6.1 Nature des prix

Le marché est traité à prix global et forfaitaire.

Les prix forfaitaires du marché sont détaillés au moyen de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF).

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat, et est donc tenu d'exécuter l'intégralité des prestations définies au présent CCP dans le respect du prix global et forfaitaire.

6.2 Contenu et variation des prix

Les prix sont fermes et définitifs durant toute la durée du marché.

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de référence appelé « mois zéro » (M0). La date d'établissement du prix initial appelée « mois zéro » est le mois de remise des offres (date limite de remise des offres) ou, en cas de négociation, le mois de remise des offres finales après négociation.

Les prix sont actualisables si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date d'établissement du prix initial (M0) et la date de début d'exécution des prestations, dans les conditions définies aux articles 10.1.2 du CCAG-FCS, R2112-11 et R2112-12 du code de la commande publique. Pour l'application de l'actualisation, les indices à prendre en compte sont les suivants :

- 70% ICHT-M (activités spécialisées scientifiques et techniques) + 30% FSD1 Frais et services divers ;

- où :

ICHT-M : (activités spécialisées scientifiques et techniques) : Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Charges seules - Tous salariés - Activités spécialisées, scientifiques, techniques (NAF rév. 2 section M) - Base 100 en décembre 2008 - Identifiant 001582828 ;

FSD1 Frais et services divers : FSD1 - Frais et services divers - modèle de référence n°1.

Les valeurs à prendre en compte sont les dernières valeurs lues/publiées à la date d'établissement du prix initial (mois M0) et à la date antérieure de trois mois à la date de début d'exécution des prestations.

Le prix ainsi actualisé reste ferme pendant toute la période d'exécution des prestations et constitue le prix de règlement.

Les prix comprennent l'ensemble des prestations du marché telles que décrites dans le présent CCP.

Les prix du marché sont exprimés hors T.V.A. ainsi que toutes taxes comprises.

Ils sont réputés complets conformément aux dispositions de l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, et comprennent :

- toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation,
- les frais généraux (gestion, secrétariat, réunions hebdomadaires visées à l'article 4.4),
- les frais d'assurance,
- les frais de déplacements, de restauration et d'hôtellerie,
- toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations : entre autres, le matériel, les produits, le transport de Les œuvres, etc.

Les prix sont réputés établis sur la base de la connaissance acquise du titulaire, préalablement à la remise de son offre, des conditions d'exécution des prestations. Celui-ci reconnaissant avoir notamment apprécié toute difficulté inhérente aux conditions d'exécution des prestations, vérifié les indications portées dans les documents du dossier de consultation, demandé tous renseignements complémentaires nécessaires.

Cette liste n'est ni exhaustive ni limitative.

ARTICLE 7 – MODE DE RÈGLEMENT

7.1 Modalités de règlement

Les dépenses relatives au présent marché sont financées sur le budget de l'établissement. Le règlement s'effectue par virement administratif selon les règles de la comptabilité publique.

Les prix facturés correspondent aux prix unitaires de la DPGF et aux quantités réellement exécutées. Le montant total réglé par l'EPML à l'issue de la réalisation complète des prestations ne pourra en aucun cas dépasser le montant total global et forfaitaire inscrit à l'acte d'engagement.

Conformément aux articles L2191-4 et R2191-20 et suivants du code de la commande publique, tout commencement dans l'exécution des prestations ouvre droit au versement d'acomptes.

A l'achèvement d'une ou plusieurs étapes visées dans la décomposition du prix global et forfaitaire, il est fait production par le titulaire d'une demande d'acompte correspondant au total de la ou les étapes correspondantes.

En outre, en application de l'article 11.5.2 du CCAG-FCS, le titulaire pourra, le cas échéant, après constat de la personne en charge de la conduite du marché, faire production d'une demande d'acompte correspondant à une fraction de l'étape correspondante, égale au pourcentage d'exécution des prestations réalisées.

Le solde du marché sera réglé après admission du rapport final d'intervention.

7.2 Modalités de paiement

Les demandes de paiement présenteront à entête de l'entreprise émettrice :

- la référence du marché,
- la date de notification du marché,
- la désignation de la prestation,
- le nom et l'adresse du prestataire,
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il figure à l'acte d'engagement ou sur l'acte de sous-traitance,
- le montant H.T.,
- le taux et le montant de la T.V.A.,
- le montant T.T.C.,
- la date.

Les demandes de paiement sont établies par le titulaire après admission des prestations selon les modalités prévues au CCAG-FCS.

Sont déduites au montant, le cas échéant, les pénalités prévues à l'article 11 du présent CCP. Le règlement s'effectuera selon les règles de la comptabilité publique.

En cas de paiement séparé, il est impératif d'identifier précisément la répartition du montant entre cotraitants et de joindre les références bancaires de chaque cotraitant.

En cas de modification d'établissement financier et/ou de numéro de compte, le titulaire du marché doit en avvertir la personne publique dans un délai de 15 jours.

L'Etablissement Public du Musée du Louvre se réserve le droit de retourner au titulaire toute facture ne comportant pas les pièces justificatives ou les mentions indiquées ci-dessus.

Le montant de la somme à régler au titulaire est arrêté par la personne représentant le pouvoir adjudicateur. Il est notifié au titulaire si la facture a été modifiée ou si elle a été complétée. Dépassé un

délai de 30 jours à compter de cette notification, le titulaire du marché est réputé, par son silence, avoir accepté les modifications.

7.3 Adresse d'envoi des demandes de paiement

La transmission des documents relatifs au paiement s'effectue conformément aux dispositions des articles L.2192-1 et suivants du code de la commande publique.

Le titulaire a plusieurs possibilités:

- a) Envoyer les documents relatifs au paiement à partir d'un système tiers :
- Par transfert de fichier (en mode EDI) : Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus Pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation ;

Le portail <https://chorus-pro.gouv.fr> est un site gratuit, qui permet aussi de suivre le traitement des factures par le pouvoir adjudicateur.

Informations complémentaires : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Assistance pour une facturation dématérialisée : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4003>

- En utilisant des web services (en mode API) : Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers (API/web service). L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.
- Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL: [Http://chorus-pro.gouv.fr](http://chorus-pro.gouv.fr) aux fins de soit :
- Déposer ses demandes de paiement sur le portail,
- Saisir sa demande de paiement directement sur le portail Chorus Pro.

En complément, pour tout connaître sur la facturation électronique, rendez-vous sur le site Internet « Communauté Chorus Pro » à l'adresse <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/emetteur-de-factures-electroniques/>

Vous y trouverez toutes les informations utiles pour comprendre le fonctionnement de Chorus Pro et choisir le mode de raccordement ou d'utilisation qui conviendra le mieux à votre organisation.

Un ensemble de fiches pratiques est à votre disposition : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/fiches-pratiques/>

Vous pouvez retrouver également des tutoriels sur la chaîne YouTube :

<https://www.youtube.com/channel/UCZu7eGQjA6mHF15W7foJzkQ>

Le cas échéant, en cas d'impossibilité d'utilisation du système chorus pro, les factures peuvent être adressées à :

Musée du Louvre

Direction Financière, Juridique et des Moyens - Service de l'exécution budgétaire

75058 Paris Cedex 01

DFJM-SDE-CENTRAL@louvre.fr

7.4 Délais de paiement - Intérêts moratoires

Le règlement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique et par virement administratif.

Les paiements sont effectués par mandats, en créditant le compte ouvert au nom du Titulaire dans le contrat.

Le délai global de paiement du Titulaire est fixé à 30 jours à compter de la date de réception de la facture, par l'E.P.M.L. Les modalités de règlement du Titulaire sont soumises aux dispositions du décret n°2013-269 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique. Ainsi, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de retourner au Titulaire toute facture

ne comportant pas les mentions indiquées ci-dessus, et ainsi de suspendre le délai de paiement jusqu'à production d'une facture conforme aux prescriptions ci-dessus.

Le défaut de paiement dans le délai prévu au présent article ouvre droit au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement et fait courir de plein droit des intérêts moratoires au profit du Titulaire, calculés depuis l'expiration dudit délai jusqu'au jour de paiement.

Le taux d'intérêt moratoire applicable correspond au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de 8 points.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

7.5 T.V.A.

Le montant des règlements est calculé en appliquant le taux de T.V.A. en vigueur lors du fait générateur.

7.6 Paiement des cotraitants

En cas de groupement d'entreprises, le titulaire mandataire du groupement fait parvenir au Musée du Louvre, en double exemplaire (l'original et la copie), les factures de son ou ses cotraitant(s), qu'il aura préalablement validées.

Ces factures sont adressées aux coordonnées indiquées à l'article 7.2 du présent CCP.

7.7 Paiement des sous-traitants

Dans le cas où la sous-traitance est déclarée lors de la remise de l'offre, l'article 7 de l'acte d'engagement devra indiquer les sommes qui seront réglées respectivement au titulaire et à ses sous-traitants éventuels ayant droit au paiement direct.

Dans le cas où la sous-traitance est déclarée en cours d'exécution du marché, le titulaire devra se conformer aux formalités précisées à l'article 1.8 du présent CCP.

7.8 Avance

Sauf refus du titulaire mentionné au présent contrat, une avance dont le taux est fixé à 15% sera versée au titulaire dans les conditions définies à l'article R.2191-7 du code de la commande publique.

En cas de sous-traitance, l'avance sera versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct.

Conformément aux articles R. 2191-11 et R. 2191-12 du Code de la commande publique, le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement à l'entrepreneur, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint ou dépasse 65% du montant initial. Le remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteint 80% du montant initial, toutes taxes comprises

ARTICLE 8 - CESSION OU NANTISSEMENT

Sur demande expresse du titulaire conformément à l'article 4.2 du CCAG-FCS, il lui sera remis une copie de l'original du marché certifiée conforme et portant la mention « copie certifiée conforme à l'original » délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance, conformément à l'article R2191-46 du code de la commande publique.

Conformément à l'article R2191-54 du code de la commande publique², la cession ou le nantissement de créance consenti sur la base du marché par un établissement de crédit doit être notifié au comptable public assignataire des paiements.

ARTICLE 9 – OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION, D'ADMISSION ET DE CONTRÔLE

En complément des dispositions définies aux articles 27 à 30 du CCAG-FCS, la vérification des prestations se déroule comme suit.

Les opérations de vérification qualitative et quantitative seront effectuées par la personne chargée du suivi des interventions qui procédera à un examen détaillé de l'œuvre :

- régulièrement en cours de marché, à l'occasion des visites de restauration co-organisées avec le C2RMF ou de visites ponctuelles à la demande du département des Sculptures,
- à l'issue des opérations de vérification, qui interviennent après la remise du rapport d'intervention et sont d'une durée maximale de 15 jours calendaires, au terme de laquelle le représentant du pouvoir adjudicateur prend une décision d'admission ou d'ajournement.

Le titulaire du marché s'engage à signaler par écrit et sans délai à la personne chargée du suivi des interventions, toute dégradation touchant l'œuvre survenue au cours de l'exécution des prestations.

Les opérations de contrôle ont pour but de constater la correspondance entre les prestations fournies et les spécifications du marché. Elles ont pour objectif de contrôler que les fournitures, prestations et services fournis par le titulaire du marché présentent les caractéristiques fonctionnelles, techniques et de qualité attendues par l'EPML.

Les opérations de vérifications portent sur la qualité et la quantité des prestations exécutées.

Les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées lors de l'exécution des prestations dans les conditions prévues aux articles 27 et suivants du CCAG-FCS afin de s'assurer que les prestations sont réalisées dans les formes du marché (respect des objectifs qualitatifs et objectifs quantitatifs des pièces contractuelles). Les contrôles portent sur l'ensemble des prestations et l'ensemble des lieux d'exécution.

Conformément à l'article 27.3 du CCAG-FCS, l'absence du titulaire aux opérations de vérification ne fait pas obstacle au déroulement ou à la validité des opérations de vérification.

Le pouvoir adjudicateur délègue l'exécution des opérations de vérification à la (aux) personne(s) chargée(s) de la conduite des prestations.

La constatation de l'exécution des prestations (opérations de vérification, décisions après vérification...) est effectuée conformément aux articles 27 à 30 du CCAG-FCS pour tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions définies ci-dessous.

En complément des dispositions définies aux articles 27 à 30 du CCAG-FCS :

² Article R2191-54 : « Le bénéficiaire d'une cession ou d'un nantissement de créance au titre d'un marché notifie ou signifie cette cession ou ce nantissement au comptable public assignataire. »

Conformément à l'article 27.2.2 du CCAG-FCS, le titulaire du marché avise le pouvoir adjudicateur de la date à partir de laquelle les prestations pourront être présentées en vue de ces vérifications (restauration et dossier d'intervention final).

A l'issue de l'exécution des prestations, la personne chargée de la conduite du marché vérifie que celles-ci sont conformes aux conditions des marchés.

A l'issue des opérations de vérification qui interviennent après réalisation complète des prestations de restauration et remise du dossier d'intervention final, la personne chargée de la conduite du marché notifie au titulaire, **dans un délai de 15 jours** :

- **L'admission des prestations** : lorsque les prestations de restauration sont entièrement achevées, qu'elles répondent aux stipulations du présent marché, et que le titulaire du marché a remis le rapport détaillé prévu à l'article 4.3.
- **L'ajournement** : lorsque la personne chargée de la conduite du marché estime que l'admission ne peut être prononcée que moyennant certaines mises au point. Dans ce cas, il indique au titulaire les mises au point à effectuer dans un délai qu'il prescrit.
- **L'admission avec réfaction des prestations** : lorsque la personne chargée de la conduite du marché estime que les prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché mais présentent des possibilités d'admission en l'état, elle peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Il prend dans ce cas une décision motivée. Cette décision est notifiée au titulaire par courrier recommandé avec avis de réception postal. La notification de la décision ne peut néanmoins intervenir qu'après que le titulaire du marché ait été mis à même de présenter ses observations.
- **Le rejet des prestations** : lorsque la personne chargée de la conduite du marché estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, même avec réfaction, elle en prononce le rejet total ou partiel. En cas de rejet, le titulaire du marché est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par les marchés selon les modalités et le délai fixés par le pouvoir adjudicateur.

Les décisions de réfaction ou de rejet doivent être motivées et font l'objet d'une communication au titulaire, qui sera convoqué et invité à présenter ses explications en vue d'une modification, du retrait ou du maintien de la décision de réfaction ou de rejet.

ARTICLE 10 – CONSTAT DE DÉGRADATION

10.1 Procédure de constat de dégradation

Les détériorations ou anomalies dues à la manipulation des œuvres sont notifiées au titulaire dans un délai de huit (8) jours ouvrables à compter de la prise de connaissance de la dégradation.

Il est alors procédé à un constat d'état destiné à déterminer la part de responsabilité du titulaire. Un modèle de constat d'état sera fourni par le département.

Les constats sont dressés en trois exemplaires conjointement par le titulaire, la personne en charge de la conduite du marché désignée à l'article 1.4 du présent CCP, et une personne compétente du département des Sculptures du Moyen Âge, de la Renaissance et des Temps modernes.

A l'initiative de la personne représentant le pouvoir adjudicateur, une commission d'expertise pourra se réunir à la suite d'un constat.

Cette commission est constituée comme suit :

- un représentant de la Direction du Musée du Louvre,
- un responsable scientifique,
- la personne en charge de la conduite du marché désignée à l'article 1.7 du présent CCP,

- des experts désignés par le Musée du Louvre,
- le titulaire,
- un représentant et un éventuel expert de l'assurance du titulaire.

10.2 Réparation

Après constat, ou à l'issue de la commission d'expertise, le représentant du pouvoir adjudicateur établira un compte-rendu mentionnant les parts de responsabilité ainsi que les différentes prises en charge financières du titulaire.

Le représentant du pouvoir adjudicateur établira, suivant la nature et l'importance des dommages constatés, la mesure de réparation à appliquer : remplacement, remise en état ; prise en charge de la restauration de l'œuvre ou tout autre élément de bâtiment.

ARTICLE 11– PÉNALITÉS

11.1 Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, tout retard dans la réalisation des prestations par rapport au délai d'exécution fixé à l'article 1.6 du présent CCP entraînera des pénalités de **100 euros par jour calendaire de retard**.

Si le retard dans l'exécution des prestations était imputable au Musée du Louvre ou à un cas de force majeure, le délai global d'exécution serait automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, toute pénalité exigible aux termes du présent article est due par le titulaire du marché.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS les retenues et pénalités ci-après sont encourues, sans mise en demeure préalable et du simple fait de la constatation des retards et manquements par le représentant du pouvoir adjudicateur

Les pénalités sont cumulables.

11.2 Pénalités pour absence aux séances de réunion

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, toute absence non motivée aux réunions sera sanctionnée par des pénalités de **100 € par absence**.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, toute pénalité exigible aux termes du présent article est due par le titulaire du marché.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS les retenues et pénalités ci-après sont encourues, sans mise en demeure préalable et du simple fait de la constatation des retards et manquements par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Les pénalités sont cumulables.

ARTICLE 12 - RÉSILIATION – LITIGES

12.1 Résiliation du marché

Le marché pourra être résilié par le pouvoir adjudicateur dans les conditions prévues au Chapitre 7 "Résiliation" du CCAG-FCS (articles 38 à 45), sous réserve des dispositions ci-dessous.

Outre les clauses de résiliation prévues à l'article 41 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de prononcer la résiliation du marché sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité, dans les cas suivants :

- en cas d'inexactitude des renseignements fournis au pouvoir adjudicateur au titre des articles R. 2143-3 et R. 2143-6 du Code de la commande publique ou de non production, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, et après une mise en demeure laissée infructueuse, des pièces prévues à l'article D. 8222-5 ou aux articles D. 8222-7 et D. 8222-8 du Code du travail, et ce, sans préjudice de poursuites ultérieures éventuelles ;
- En cas de violation du secret professionnel et des obligations de discrétion et de confidentialité tels que définis au présent document, et/ou lorsque le titulaire n'a pas pris les mesures de sécurité prévues au titre du présent marché.
- Dans tous les autres cas prévus au présent document.

La résiliation ne fait pas obstacle à l'exercice des actions qui pourraient être intentées contre le titulaire.

La résiliation du marché fait l'objet dans tous les cas d'un décompte de résiliation arrêté par l'établissement public du musée du Louvre et notifié au titulaire.

12.2 Langue, litiges et compétence des tribunaux

Les correspondances, les documentations, les prestations, les livrables, les comptes rendus, ainsi que les demandes de paiement relatives au marché sont rédigées en français (sauf demande expresse contraire de l'EPML). La langue utilisée pour l'exécution des prestations est le français.

La survenance d'un éventuel litige entre les parties ne dispense en aucun cas le titulaire de respecter ses obligations contractuelles. En particulier, elle ne l'autorise ni à interrompre l'exécution du marché, ni à suspendre cette exécution, ni à modifier la teneur de ses obligations.

En cas de litige, seul le droit français est applicable.

Conformément à l'article 46 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforceront de régler par voie amiable, notamment devant les comités consultatifs de règlement amiable prévus à l'article L.2197-3 du Code de la Commande Publique, les différends éventuels portant sur l'interprétation des stipulations du présent marché ou sur l'exécution des prestations, objet du présent marché.

Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties, à défaut de solution amiable, la juridiction à saisir est le Tribunal Administratif de Paris, seul compétent pour statuer.

ARTICLE 13 - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les articles suivants du présent CCP dérogent au CCAG-FCS :

L'article 2 du CCP déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS.

L'article 9 complète les articles 27 à 30 du CCAG-FCS.

L'article 11 du CCP déroge aux articles 14.1, 14.1.1 et 14.1.3 du CCAG-FCS.

L'article 12.1 complète l'article 41 du CCAG-FCS.